

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE
N° 269 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

1^{er} octobre 49 :
Il y a 27 ans,
proclamation de
la République
Populaire,
le peuple chinois
se libérait

COUP DE GRISOU A MERLEBACH

HIER, A 21 H, LA DIRECTION DES HOUILLÈRES ANNONÇAIT :

9 MORTS ET PLUSIEURS BLESSES GRAVES

HOUILLERES ASSASSIN

La nouvelle qui est tombée hier en début de soirée parmi la population minière du Bassin de Lorraine a saisi de stupeur les mineurs et leurs familles : un coup de grisou au puits 5 de Merlebach ! A 21 H, les services des Houillères dénombrèrent au moins neuf mineurs tués et plusieurs autres grièvement blessés. L'accident meurtrier s'est produit après qu'un incendie se soit déclaré dans ce même puits le matin à 11 H. On peut supposer que l'échauffement causé par l'incendie est à l'origine de la détonation.

Le capital a assassiné une nouvelle fois dans les mines. Neuf ouvriers mineurs, neuf pères de famille sont morts au fond. L'accident le plus meurtrier depuis que les 42 de Liévin furent, le 27 décembre 74, victimes du grisou et de l'insécurité capitaliste.

Cet assassinat vient après bien d'autres aux Houillères de Merlebach. C'est dans ce même puit 5 que Gilbert Boff, âgé de 18 ans, trouva la mort à la fin du mois d'avril. Ces neuf morts viennent alourdir le sinistre bilan des Houillères de Lorraine : 19 morts en vingt-et-un mois et 13 morts depuis le début de l'année ! En effet, comme le dénonçait M. Bladt, responsable syndical régional des mines, « Les mines res-

tent un rare secteur où les gens sont payés (en Lorraine) pour 44 % de leur salaire au rendement. Mais ceci est un

rendement. Mais ceci est une moyenne, car, pour beaucoup, c'est 65 % de leur salaire qui est payé au rendement ». Course au rendement, insécurité, bas salaires tels sont les fruits amères de la politique de redéploiement de l'impérialisme en crise, politique que la classe ouvrière paie de sa santé et de son sang, de la silicose aux accidents !

Passé le temps de la douleur que toute la classe ouvrière partage, c'est la colère, l'indignation, la révolte.

Déjà les mineurs de Merlebach avaient en avril dernier riposté par la grève à la nouvelle de l'assassinat de leur camarade. C'est par la lutte que tous les mineurs unis vont faire payer de

unis vont faire payer ce nouveau crime à la bourgeoisie ! Aujourd'hui, Giscard-Barre défendant les intérêts de leur classe sont décidés à « accroître la productivité » pour extirper encore plus de profit avec la sueur et le sang de la classe ouvrière. Non, nous ne paierons pas le prix de la crise ! Il faut en finir avec la dictature meurtrière du capital !

**VENGEANCE POUR
NOS CAMARADES !**



Nous imposerons la sécurité !



Rendement, insécurité, bas salaires...



Une galerie ravagée après le coup de grisou de Liévin, le 27 décembre 74...

Après la mort de
Carlos Martinez,
tué par
« Christ - Roi »

Aujourd'hui
grève
générale
à Madrid

Aujourd'hui, tout Madrid est en grève pour protester contre l'assassinat de Carlos Gonzales Martinez, mort des suites des blessures par balles tirées par les fascistes des commandos du Christ Roi, qui ont attaqué une manifestation pour l'amnistie.

Dès mercredi, des débrayages de protestation ont été organisés dans les entreprises de Madrid. Une manifestation a été organisée dans la rue où Carlos a été assassiné, les manifestants ont déposé des ceuillets rouges. A l'université, la grève est totale et les drapeaux ont été mis en berne.

Palestiniens et Libanais opposent à l'énorme machine de guerre syrienne : la guerre du peuple

« Il faut faire arrêter le massacre de mon peuple », a déclaré Yasser Arafat dans un message aux pays arabes. Dans toute la montagne, les troupes syriennes déchainent depuis maintenant trois jours un véritable tapis de bombes sur toute la région de la montagne avec leurs chars, leurs canons lourds, leurs missiles pour faire une terre brûlée. Le régime syrien est parvenu à occuper un certain nombre de localités en combinant son action avec les troupes fascistes. Tous ceux qui se trouvent sur leur passage sont fusillés, indiquent les premières informations en provenance du front. Les agresseurs ne font pas de prisonniers. Assad veut faire vite. Il craint avant tout la résistance populaire : un cessez-le-feu consacrerait sa victoire, pense-t-il. La résistance prolongée l'amènera à l'échec, par la guerre du peuple.

RECTIFICATIF :

Dans l'éditorial du Quotidien du Peuple du 30 septembre, une grave erreur de transcription nous a fait écrire : « L'échec que rencontre la préparation du 7 octobre... » Il fallait lire « L'écho que rencontre la préparation du 7 octobre ». Comme nous l'expliquons dans la suite de l'éditorial la meilleure réponse au discours de Giscard c'est de faire du 7 octobre une grande journée d'action qui soit le point de départ d'une puissante mobilisation.

ACCIDENTS ET MALADIES DU TRAVAIL : CRIMES DU CAPITAL UNE LEGISLATION SUR MESURE

Correspondant Nancy

Tout est fait en France pour camoufler l'ampleur des accidents et des maladies du travail, et la responsabilité qui incombe au patronat. La législation établie par le gouvernement réduit au maximum la liste des maladies professionnelles, pour faire croire au caractère «naturel» de nombreuses maladies et faire oublier ainsi les causes véritables qui résident dans la recherche du profit.

La relance par le plan Barre du redéploiement économique, avec la restructuration industrielle qui l'accompagne, va entraîner une intensification du travail, des mesures d'économie sur la sécurité et la santé des travailleurs. Par conséquent, les capitalistes chercheront à réduire encore la reconnaissance des maladies professionnelles alors que seront créées des conditions favorables à la multiplication de telles maladies et des accidents du travail. La lutte des travailleurs sur ce front-là fait partie intégrante de la lutte contre la crise.

Qui fixe la liste des maladies professionnelles ?

La Commission d'Hygiène industrielle est chargée de compléter et de réviser le tableau des maladies professionnelles. Elle comprend 52 membres nommés pour 4 ans répartis en 5 collèges de 10 membres, plus le président et le secrétaire.

Si officiellement les patrons disposent de 10 sièges, à égalité avec les salariés (4 CGT, 2 CFDT et aussi 2 FO, 1 CGC), en réalité, ils dirigent cette commission par le biais des 3 autres collèges :

- Collège des médecins qualifiés, on y retrouve des gens comme le Docteur Smaghe, sous l'étiquette d'«expert à l'Organisation Mondiale de la Santé et à la Communauté Economique Européenne», alors que sa véritable fonction est de représenter Péchiney Ugine Kuhlman, dont il est le médecin-chef !

- Collège des «personnes spécialement qualifiées en matière d'hygiène industrielle», on y retrouve des gens comme le professeur Boudene «professeur à la faculté de pharmacie, expert toxicologue auprès de la Cour d'Appel de Paris» mais aussi représentant officiel de Solvay, autre trust chimique.

- Collège des «représentants des administrations publiques intéressées» c'est-à-dire de l'appareil d'Etat (directeur de la Sécurité Sociale, directeur de la Caisse Nationale d'Assurances maladies, représentant du ministre des transports...)

Aucun risque que les travailleurs puissent y faire valoir, avec succès leurs droits sans une lutte acharnée dans les usines.

Une législation conçue pour limiter au maximum la responsabilité des patrons

Pour le régime général de la Sécurité Sociale, les maladies professionnelles reconnues ne sont qu'au nombre de 64 (en agriculture, le nombre est encore plus faible). 44 sont dues aux produits chimiques, 12 à des microbes, 8 à des facteurs physiques. Ces 64 maladies professionnelles reconnues sont bien loin de couvrir la réalité : quelques exemples :



L'explosion de la poudrerie de Clérieux (Romans) qui avait fait 5 morts et 4 blessés.

- Il a fallu attendre le 26 avril 1974 pour voir reconnue l'exposition professionnelle à l'oxyde de carbone. Ce n'est pourtant pas d'aujourd'hui que des travailleurs sont exposés aux gaz d'échappement ou aux gaz de hauts-fourneaux, gaz qui contiennent beaucoup d'oxyde de carbone. Donc, avant 1974, un travailleur intoxiqué à l'oxyde de carbone n'était pas officiellement reconnu.

- La Communauté Economique Européenne a publié une liste de maladies professionnelles dont certaines ne sont pas officiellement reconnues en France c'est le cas de la fluorose, maladie des travailleurs de l'aluminium, c'est le cas aussi de l'exposition au nitroglycol responsable de la

«mort du lundi matin» dans les fabrications de dynamite.

Les hygiénistes industriels publient chaque année une liste des produits chimiques toxiques avec les seuils de concentration qu'ils considèrent comme non toxiques. Cette liste comprend environ 500 produits et encore, est-elle loin de rendre compte de tous les produits chimiques toxiques utilisés dans les usines.

La façon dont est conçu le «tableau» qui regroupe les maladies professionnelles reconnues, permet aussi de minimiser le nombre de travailleurs indemnisés.

Symptômes non compris...

Ce tableau comprend 3 parties :

1) la première colonne décrit les symptômes ou lésions que présente le mala-

de par exemple, asthme, anémie, tumeur... Cette liste est limitative. Si un travailleur souffre de symptômes non compris dans cette liste il n'est pas reconnu. Par exemple, les ouvrières de Bourgogne - Electronique sont victimes d'intoxications au nickel carbonyl ; elles sont exposées à un risque de cancer, car ce produit est cause de cancers du poumon, qui se déclarent généralement, en moyenne 23 ans après l'exposition. Le nickel est bien inscrit au tableau des maladies professionnelles, mais le seul symptôme décrit est une dermatite. Les travailleurs de BE, ne sont donc pas pris en compte bien qu'ils soient malades suite à la manipulation de produits toxiques dans leur travail.

le délai de prise en charge

2) la deuxième colonne comporte le «délai de prise en charge», c'est-à-dire le délai maximum qui peut s'écouler entre l'apparition de la maladie et la date à laquelle le travailleur a cessé d'être exposé au risque. Cela permet aussi d'exclure un certain nombre de travailleurs de la reconnaissance de la maladie professionnelle. Par exemple, un travailleur exposé professionnellement aux rayons X et qui présenterait une conjonctivite un mois après avoir cessé d'être soumis au risque, ne peut pas être reconnu comme atteint de conjonctivite professionnelle (tableau 6) car le délai de prise en charge est de 7 jours. Par contre, s'il a une cataracte, il faudra qu'elle soit apparue dans les 5 ans qui ont suivi l'exposition, sinon il ne sera pas non plus pris en charge.

Dans les égouts seulement

3) La troisième colonne contient les travaux susceptibles de provoquer l'affection. Cette liste est parfois limitative. C'est le cas des maladies d'origine microbienne. Si un ouvrier attrape le tétanos en marchant sur un clou rouillé, ça ne pourra pas être compté comme maladie professionnelle, car seul les travaux effectués dans les égouts y donnent droit. C'est le cas aussi des maladies dues au bruit, aux travaux dans l'air comprimé...

Un exemple de maladie professionnelle non reconnue : La «mort du lundi matin» dans les dynamiteries

Alphonsine D. 42 ans, Catherine D. 53 ans, Gabrielle D. 41 ans, Louis M. 34 ans, Guy V. 38 ans. Ces 5 ouvriers travaillaient à St Martin de Crau dans une dynamiterie. Ils sont morts en reprenant leur travail le lundi matin.

provoque une douleur cardiaque intense).

Dans cette dynamiterie, une vingtaine d'ouvriers souffrent d'angine de poitrine. Pour la majorité, ce sont des maux de tête, des vomissements, à tel point que pour avoir un soulagement, beaucoup enfilent leur bleu ou leur blouse de travail ou encore leur casquette pour respirer le nitroglycol qui imprègne leurs vêtements. Ce sont plusieurs centaines d'ouvriers qui sont ainsi intoxiqués froidement. Des mesures de prévention sont pourtant possibles et simples : aspiration, travail avec des gants pour éviter l'absorption par la peau. Mais la dynamite est un explosif en déclin, on lui préfère le nitrate fuel, alors pour les capitalistes les investissements ne sont pas rentables, même si des dizaines d'ouvriers le paient de leur santé et parfois de leur vie. Bien que les faits soient clairement établis, cette maladie professionnelle n'est pas reconnue.

Pas étonnant, avec toutes ces mesures restrictives qu'il n'y ait eu officiellement, en 1973 que 4 580 maladies professionnelles dont 18 décès. Les décès sont encore moins comptabilisés que les maladies. Une astuce statistique permet cette supercherie. Car, non seulement, beaucoup de morts dues aux maladies professionnelles ne sont pas recensées soit que la maladie n'est pas reconnue (c'est le cas de la «mort du lundi matin» des travailleurs des dynamiteries) soit que le travailleur lui-même ne peut pas faire la relation entre sa maladie et son travail (c'est le cas de presque tous les cancers professionnels, le temps qui s'écoule entre l'exposition professionnelle et l'apparition du cancer peut atteindre 30 ans). Mais en plus,

non ne comptera dans les statistiques de la Sécurité Sociale que les morts survenues entre la déclaration de maladies professionnelles et la prise en charge. Si un travailleur meurt, après avoir été indemnisé, il ne sera pas compté. De même pour tous ceux qui sont reconnus

après leur mort, comme ayant été victimes d'une maladie professionnelle. Ainsi, il y a très officiellement 5 ouvriers morts d'un cancer du foie provoqué par le chlorure de vinyle, la matière première qui sert à fabriquer le plastique PVC, mais aucun n'a été enregistré dans les statistiques officielles de la Sécurité Sociale.

Ce sont donc des dizaines de milliers de travailleurs, qui sont victimes chaque année de maladies professionnelles, ce que cherche à masquer le système capitaliste qui les a engendrés.

La lutte doit donc se mener pour faire reconnaître officiellement toutes les maladies liées au travail, qu'elles soient inscrites ou non dans le «tableau». Cela permettra aux travailleurs atteints d'être indemnisés plus correctement, mais la lutte est à plus long terme, la suppression complète des maladies professionnelles.

Pour que ce but soit entièrement atteint, il sera nécessaire que les travailleurs prennent le pouvoir, car c'est la recherche du profit qui crée ces maladies.

POLITIQUE

Plan Barre

DES SIMILITUDES FRAPPANTES
AVEC LES PROPOSITIONS
DE MITTERRAND ET DU PS

En dehors de sa condamnation verbale officielle du plan Barre, le PS par la voix de ses principaux ténors s'est montré très modéré dans ses appréciations, pour ne pas dire parfois approbateur. Rocard a dit qu'il n'allait pas assez loin, mais a souhaité sa réussite, Estier lui a fait le principal reproche d'être « électoral », Chevènement a remarqué qu'il

picorait le programme commun. Les raisons de cette attitude apparaissent par simple comparaison du plan Barre et du plan du PS, présenté pour la première fois par Mitterrand lors des élections présidentielles et réactualisé depuis. Les grands traits de ces plans sont semblables, d'où l'embarras du PS pour dénoncer le plan Barre.

Le programme de Mitterrand comportait trois phases, celui de Barre est à deux temps, mais on retrouve les mêmes principes : d'abord réduire l'inflation et ensuite opérer une relance sélective de l'économie. Sur les moyens à employer pour atteindre ces objectifs, il y a bien quelques différences qui tiennent pour une part à l'époque à laquelle le programme économique du PS a été présenté, sa dernière actualisation remonte à septembre 75, mais aussi au visage social que le PS doit se donner, mais pour l'essentiel, ils sont de même type.

Dans un premier temps, Mitterrand proposait une indexation de l'épargne, une explication de la gravité de la situation au pays devant le Parlement et la réduction des inégalités au moyen de l'échelle mobile des salaires, la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité, le blocage des loyers et des prix industriels pour six mois et des mesures en faveur des personnes âgées et des jeunes chômeurs.

Barre propose le blocage général des prix pour trois mois et le blocage des tarifs publics pour six mois. Sur ce point, le plan Barre va donc plus loin que celui du PS. Barre ne réduit pas la TVA sur les produits de première nécessité mais ramène le taux de TVA de 20% à 17,6%. Le « strict maintien du pouvoir d'achat » des salaires n'est pas très différent de l'échelle mobile des salaires du PS, tout dépend des indices pris en compte.

Dans un second temps, Mitterrand demandait une imposition des fortunes supérieures à 2 millions, une taxe sur les plus-values, une détaxe fiscale pour les entreprises qui feraient des économies de fuel, la création d'une banque de développement industriel, un emprunt de 20 milliards. A plus long terme, il prévoyait la restructuration de l'économie grâce à des investissements sélectifs, la réorientation économique vers l'exportation, des mesures favorisant les secteurs pilotes : machines-outils, et la réduction des gaspillages. On retrouve toutes ces préoccupations avec de légères modifications dans le plan Barre. Le recours à l'emprunt (3,5 milliards chez Barre) a dans les deux plans les mêmes fonctions :

- opérer une ponction sur la consommation et sur la masse monétaire ; dans le programme de Mitterrand, il est prévu qu'une partie des 20 milliards collectés soit gelée pour un temps.

On retrouve dans les deux plans exactement les mêmes programmes de restructuration vers l'exportation de biens d'équipement. De même que Mitterrand, Barre a mis en place des dispositifs visant à rationner la

consommation d'énergie et déclare qu'il va s'attaquer aux gaspillages.

Ni l'augmentation de l'essence, ni les majorations de cotisation sociale ni le relèvement de la vignette ne se trouvent au programme de Mitterrand mais en un an la situation de l'impérialisme français s'est aggravée et d'autre part, ce n'est pas dans un programme électoral que de telles mesures sont annoncées.

Mais au delà de ces quelques différences on re-

marque que le plan du PS a été dans ses grandes lignes appliqué par Barre. Si la réaction du PS s'explique, il pourrait sembler étonnant que le PC, qui l'an dernier ne manquait pas la moindre occasion de fustiger le PS, reste muet et même cède à toutes ses demandes. Mais l'approche des élections oblige le PC à céder au PS qui détient la position clé dans l'union de la gauche.

En appliquant le programme du PS, sauf les nationalisations, le gouvernement paralyse la gauche et espère ainsi éviter une riposte des travailleurs, mais de plus en plus nombreux ceux-ci sont conscients que les partis de gauche ne visent qu'à replâtrer le capitalisme. Ils organiseront la riposte malgré le frein des partis de gauche et des confédérations syndicales.

Le plan du PS fut présenté pour la première fois à l'occasion des présidentielles. Ici, Fourcade et Mitterrand lors d'un « face à face ».



RÉUNIONS D'HOMMAGE A MAO TSÉ-TOUNG

LILLE

Le Parti Communiste Révolutionnaire (section de Lille) invite ses amis et sympathisants à une réunion sur le thème : « Comment dans la vie quotidienne peut-on se saisir de la pensée maotsetoung ? Pourquoi Mao est-il le Lénine de notre époque ? »

Cette réunion se déroulera le vendredi 1^{er} octobre, à 20 H, 12 rue Molière à Lille.

LIEVIN : HOMMAGE A MAO TSÉ TOUNG

Une exposition retraçant l'œuvre du camarade Mao Tsé TOUNG, le chemin parcouru par la Chine Populaire, a lieu

à Calonne-Liévin, rue du Temple, ancienne coopérative place Simon. Dès l'ouverture le 29, de nombreux camarades sont venus visiter l'exposition, accueillis par les militants du PCRml de la cellule de Calonne-Liévin. Nombreuses ont été les questions posées tant sur l'exposition que sur la crise actuelle dans notre pays, sur le plan Barre, comment lutter ? etc.

Discussions prolongées qui ne prirent fin que tard le soir et où régnait un véritable esprit de camaraderie. L'exposition a eu lieu de 16 H à 19 H du 29 au 6.10.76 et dimanche de 10 H à 12 H.

PARIS Vendredi 1^{er} octobre à 20 H
1, rue de Trétagne
75018 - M^o Jules Joffrin

LE CRACHAT DE MARCHAI

Avant de partir en Corse pour deux jours, Marchais a déclaré sur les antennes de Radio Monte Carlo que « Le PCF ne fera pas sien les mots d'ordre et les promesses de lutte des autonomistes, qui font trop bien le jeu de Mr Poniatowski pour que les Corses ne s'en aperçoivent pas. » Les Corses se sont parfaitement rendus compte de qui Marchais faisait le jeu

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

POUR BEULLAC,
NE SONT PAS CHÔMEURS
CEUX QUI TROUVENT
UN EMPLOI
DANS UN DÉLAI
DE TROIS MOIS,
LES FEMMES NON PLUS

Au cours d'une conférence de presse qui suivait le conseil des ministres, Beullac le ministre du travail a vendu la mèche. Le plan Barre est présenté généralement comme un plan d'austérité dont les principales mesures sont l'augmentation des impôts et le blocage des salaires, mais l'aspect le plus grave est caché : l'augmentation dans des proportions jamais atteintes du chômage. Or par rapport à ça, les paroles de Beullac sont particulièrement éclairantes. Le nouveau ministre du chômage a en effet déclaré : « Le seuil du million de demandes d'emploi non satisfaites a de fortes chances d'être atteint en octobre », avec que contrairement aux propos optimistes tenus par Durafour depuis six mois, le chômage continue d'augmenter. Mais là où Beullac pointe le bout de l'oreille c'est quand il ajoute : « On ne peut pas considérer comme chômeurs ceux qui trouvent un emploi dans un délai de trois mois ». Or cela représente plus de la moitié des chômeurs inscrits. Continuant sur sa lancée le successeur de Durafour a

ajouté : « L'importance du nombre de femmes à la recherche d'un emploi est quand même un problème très particulier. Il me semble que si la femme, mère de famille, peut rester à la maison c'est une bonne chose. Autant l'homme a pour vocation fondamentale de travailler dans les usines et les bureaux, autant une partie de la vie des femmes peut se passer ailleurs. » Outre le caractère ultra réactionnaire de ces propos qui montrent à quel point la politique de la « condition féminine » du pouvoir est démagogique et mystificatrice, il faut noter qu'ils annoncent une nouvelle offensive contre les indemnités de chômage. Chirac avait menacé il y a quelques mois de supprimer l'allocation supplémentaire d'attente : les 90 %, ces nouvelles menaces de Beullac laissent présager une tentative de camoufler le nombre de chômeurs et d'en exclure un grand nombre du bénéfice des indemnités du chômage. C'est aussi contre cet aspect du plan Barre que nous devons nous mobiliser et préparer la riposte.

JOURNÉES PARLEMENTAIRES
DES R.I. ET DE L'U.D.R.LES VOIX DISCORDANTES
DE LA MINORITÉ
AU POUVOIR

Les journées parlementaires des groupes UDR et RI qui se sont poursuivies hier ont illustré à la fois l'élargissement des lézards du bloc au pouvoir et le scepticisme de nombre de députés sur les chances du Plan Barre. Devant l'UDR, Debré a réaffirmé son opposition à une élection au suffrage universel du Parlement européen, et certains députés ont envisagé la possibilité d'élections législatives anticipées.

Aux journées des Républicains Indépendants, les attaques voilées contre le partenaire UDR n'ont pas manqué. Barre invité par les giscardiens a déclaré : « Il y a dans la vie publique des phases où les manœuvres politiques, petites ou

grandes sont à l'ordre du jour. L'heure n'est pas à ces manœuvres », phrase qui vise l'UDR et la contre-attaque de Chirac. Divisée de plus en plus ouvertement, incapable de présenter une façade unie sur un projet politique, la majorité parlementaire est unanime sur un point : la répression des luttes. Que ce soit à Rocamadour ou à Paris où se réunissaient les R.I., on a entendu les mêmes appels à la répression. Barre a tenu à affirmer « L'ordre doit être respecté. J'y veillerai avec les membres du gouvernement ».

Des menaces qui ne feront que nous renforcer dans notre volonté de lutte contre le plan d'austérité, et la répression.

Giscard et l'écologie :
visite présidentielle à Sevrans

Giscard s'est rendu hier matin à Sevrans dans la Seine St-Denis sur l'emplacement de l'ancienne poudrerie où sera aménagé un parc boisé de 116 hectares. A cette occasion, Giscard a prononcé un bref discours écologique, parlant de « l'inégalité écologique » qui touche les habitants de certaines grandes agglomérations comme en Seine St-Denis. C'est une nouvelle opération publicitaire dans le style giscardien qui nous a été jouée hier, le parc de Sevrans ne peut suffire à cacher la dégradation continue du cadre de vie, l'augmentation des pollutions industrielles et de leurs graves conséquences pour la santé et la vie des travailleurs.

LUTTES OUVRIÈRES

LE 7 OCTOBRE

ILS SERONT DANS LA LUTTE

Après le coup d'envoi donné par les Fédérations CGT et CFDT de la Construction et du Textile-Habillage, des dizaines de nouvelles organisations se lancent dans la mobilisation pour le 7 octobre : les cheminots CGT et CFDT seront là « dans l'unité la plus large », et les postiers CGT et CFDT devraient « participer massivement » ! A l'EDF-GDF, ce sont les 3 centrales CGT-CFDT-FO qui appellent à débrayer car FO s'inquiète de voir tomber à l'eau la politique contractuelle à l'occasion du plan Barre. La Fédération FO des banques et une partie des secteurs FO des métaux de Bordeaux semblent prêts à se joindre aux initiatives prises le 7 octobre et contactent la CGT et la CFDT à cet effet, en ce moment.

L'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT a lancé un mot d'ordre de grève et manifestations qui s'annonce bien suivi déjà au plan des résolutions d'action locales. Les Fédérations du Commerce CGT et CFDT se sont également assignés des tâches de mobilisation, en rapport avec la colère dans la profession (Continet, MaxiCoop, Record...) où les travailleurs sont « bien placés pour dénoncer le bluff du blocage des prix... ». La Santé, la Sécurité Sociale (particulièrement visées par Giscard-Barre) réagissent également ! Ainsi, dans un communiqué, les Fédérations CGT et CFDT des personnels de Sécurité Sociale et des Institutions Sociales déclarent que « les employés et cadres de la S.S. ont toutes les raisons d'être dans l'action avec l'ensemble des travailleurs pour s'opposer au plan gouvernemental d'austérité renforcée » (...) « le 7 octobre constitue aussi la poursuite

et le développement de l'action nécessaire pour obliger patrons et gouvernement à négocier au niveau de la profession » (...) « Tout mettre en œuvre pour le succès de la grève nationale et des manifestations du 7/10 et pour le développement de l'action dans la profession » (au-delà du 7 octobre) : telles sont les consignes de lutte pour ce secteur...

Dans le LIVRE, c'est pratiquement toutes les organisations d'ouvriers et de journalistes qui s'annoncent partie prenante et annoncent même une mobilisation continue du 18 au 23 octobre (journée nationale sur l'emploi). De même dans les banques où les Fédérations CGT et CFDT dénoncent ensemble « la police des salaires ». Les ports seront également largement touchés, à l'appel de la CGT octobre.

Mais chez les ouvriers du Transport, de la Métallurgie et du Bâtiment, les réactions sont déjà des plus vives : autour des usines en lutte contre les licenciements, la classe ouvrière devrait exprimer avec force sa révolte contre le plan de crise. A preuve l'obligation où se trouvent les Fédérations de la Métallurgie CGT et CFDT elles-mêmes d'affirmer une volonté de « porter l'action des métallurgistes à un très haut niveau de combativité » toute neuve, et qui devrait même trouver une suite dans la lutte pour arracher une Convention Collective Nationale à l'Union (patronale) des Industries Métallurgiques et Minières, après le 7 octobre.

LE 7 OCTOBRE DANS LA RUE, ET APRÈS DANS LA LUTTE !

COKERIE DE CARLING :

Grève pour un statut des travailleurs postés

La grève est effective dans les cokeries et les centrales électriques, c'est à dire qu'elle concerne tout le personnel qui travaille sous le régime « feux continus » (les postés). Cette grève est marquée par une diminution de la production car en fait une cokerie ne peut être arrêtée, il faut un minimum d'enfournement pour la maintenir en état. Dans les centrales, c'est un peu le même problème, on maintient la production à 50 %.

L'objet de la grève, c'est la demande d'un statut pour les ouvriers postés qui se situe dans trois domaines : les salaires et les classifications, les conditions de travail et de vie, les retraites. Pour les conditions de travail, c'est le problème du roulement, de la diminution du temps de travail. La revendication est le passage rapide à 36 h par semaine, pour atteindre ensuite les 33 h par semaine, suivant un nouveau roulement. Pour les retraites, c'est ramener l'âge du départ de 55 ans à 50 ans et la garantie du maintien du salaire en cas de mutation pour inaptitude physique. On constate que beaucoup d'ouvriers ne font pas 30 ans dans les cokeries et quand ils sont mutés, ils

subissent une perte de salaire, ce qui est inacceptable.

La grève commencée à Carling s'est étendue à une autre cokerie et deux centrales. Devant l'attitude de la direction des Houillères de

Lorraine qui fait la sourde oreille, la grève se poursuit, la production continue d'être ralentie. Des assemblées générales vont se tenir pour décider des nouvelles initiatives à prendre.

Atelier en grève à Ivry Contre les salaires de misère

Depuis le 29 septembre, onze travailleurs de l'atelier livraison de l'usine d'Ouilles Métalliques à Ivry font grève, exigeant une augmentation de 1 F de l'heure : « On tiendra minimum une semaine et plus s'il le faut ». Les autres ateliers les soutiennent en débrayant trente minutes tous les jours.

Le problème qu'ils se posent c'est pour l'instant d'élargir la grève sur l'usine. Le syndicat CGT depuis le début parle avec la direction. « Pourtant ça fait longtemps que les salaires sont bas... » « On attend une réponse ».

Les salaires sont très bas, moins de 2 000 F pour un P1,

souvent guère plus de 1 500 F pour 42 h 30. Les travailleurs ont décidé de mener la lutte, ils sont fermes et enthousiastes. La solidarité est grande.

Une volonté de lutte se fait jour de plus en plus dans la classe ouvrière car, comme dit un travailleur : « On n'a rien à perdre ». Cette volonté de ne pas attendre, c'est un crachat sur tous ceux qui nous oppriment, nous exploitent de plus en plus.

Il faut soutenir cette lutte et toutes celles qui naissent un peu partout pour en faire un mouvement d'ensemble contre la crise.

Correspondant Ivry

1 000 OUVRIERS EN GREVE DANS
LA METALLURGIE SUISSE

LE BILAN D'UNE LUTTE SANS PRECEDENT

En pleine période de vacances, profitant des congés que prennent à tour de rôle les ouvriers des trois usines Dubied (Machines à tricoter, tours à copier, armement), la direction affiche dans la principale fabrique une brève communication annonçant la diminution du 13^e salaire de 100 à 25 % pour 1976 et sa suppression pure et simple pour 1977. Une demi-heure après, plus de 700 métallurgistes, suisses, frontaliers du Doubs, immigrés italiens et espagnols sortent en masse dans la cour de l'usine et décident d'entamer une grève illimitée pour le maintien du salaire. Le lendemain, les deux autres usines rallient l'action de grève.

UNE SITUATION QUI NE
CESSE DE SE DÉGRADER
DEPUIS TROIS ANS

Dans toute l'Europe, les patrons sont en train de restructurer plusieurs secteurs industriels, ne craignant pas pour cela de saboter l'économie de régions entières. Dans l'horlogerie, la magnifique détermination des travailleurs de LIP a révélé au grand jour les

LE POIDS DE LA « PAIX DU
TRAVAIL » ET DES
PRATIQUES DE
COLLABORATION DE
CLASSES ENTRE
SYNDICAT ET PATRONAT

Depuis 1937, le puissant syndicat de la métallurgie (FTMH) et le patronat ont passé des accords étroits prévoyant qu'en cas de conflits du travail, les parties, si elles ne peuvent s'entendre

les travailleurs ont renoué avec des pratiques de lutte, abandonnées depuis fort longtemps par le mouvement syndical :

- Tracts de popularisation et collectes aux portes des entreprises sous la direction des grévistes eux-mêmes.
- Formation de trois comités de grève coordonnés pour les besoins de la lutte.

- Confection d'un journal de grève combatif et vivant (2 numéros parus), véritable organe propagandiste contre la capitulation et pour l'approfondissement de la lutte syndicale de classe.

- Mise sur pied de meetings d'explication et de solidarité dans toute la Suisse, reflétant de façon combative l'importance nationale de cette grève.

- Formation de piquets de grève durs, mis en place



Travailleurs français et travailleurs suisses manifestent au coude-à-coude à la Chaux-de-Fonds.

machinations du patronat suisse et français, prêt à concentrer la production horlogère dans un nombre plus réduit d'entreprises, au mépris des intérêts de la région frontalière française du Jura. Mais la riposte exemplaire des ouvriers de LIP a sérieusement entravé les plans et les manœuvres du patronat.

Dans le textile, il y a également redistribution des cartes à l'échelle mondiale. L'entreprise-séculaire Dubied n'a pas échappé à ce projet et, depuis trois ans, fait payer le prix fort de la restructuration directement aux travailleurs. Qu'en on juge :

- Plus de 700 licenciements
- Suppression de tout réajustement à la hausse du coût de la vie.
- Décret de vacances forcées, dont une semaine en 1975 n'a toujours pas été payée.
- Mise au chômage partiel des travailleurs avec baisse sensible de leurs revenus.
- Baisse de salaires individuelles par déplacement à des postes moins rémunérés.

par la voie de la négociation, se soumettront à la décision d'une instance dite neutre, représentée par l'Etat, sans déclencher ni grève de la part des travailleurs, ni lock-out de la part des patrons. Le recours à l'une ou l'autre de ces pratiques n'étant autorisé que si l'une des parties ne respecte pas la décision de l'instance de conciliation (tribunal arbitral).

Dans le cas de Dubied, les travailleurs s'étaient opposés depuis plus d'un an à toute atteinte à leur 13^e salaire, prévu dans la présente convention collective ; le patron eut donc recours en toute tranquillité à l'instance arbitrale qui lui donne raison à 95 %, comme c'était prévisible, et décréta la suppression du 13^e salaire.

LE RECOURS À L'ARME DE
LA GREVE MONTRE LA
VOIE À SUIVRE À LA
CLASSE OUVRIERE
EN SUISSE

Durant un mois, les trois usines Dubied ont cessé le travail. Pour la seconde fois cette année, après la grande grève de Matisa (Lausanne),

contre le passage des jaunes et des marchandises qui devaient être exposées aux foires de Milan et de Birmingham.

Au début du mois de septembre, les travailleurs ont repris le travail sur la base d'un compromis qui, sur le plan économique, est plus favorable au patron qu'aux travailleurs. Sur la question de l'emploi, les travailleurs ont davantage de garanties qu'avant ; le patron a compris qu'il ne peut plus faire des coupes sombres parmi les postes de travail, car il sait qu'il a en face de lui une force qui a pris confiance et s'est unifiée par la grève. L'expression renaissante d'une force autonome parmi les travailleurs n'est pas parvenue à faire contre-poids à des secrétaires syndicaux rompus à la collaboration de classes et à l'affaiblissement du camp des travailleurs. Dans certaines régions (Lausanne, Genève), le courant partisan du syndicalisme de classe et de la défense intransigeante des intérêts des travailleurs représente une force déjà importante qui parvient à se réapproprier les armes et les objectifs fondamentaux du mouvement ouvrier.

Correspondants Neuchâtel

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

COMMENT BONNET A REPARTI L'AUMONE AUX PAYSANS

On le sait, le Plan Barre n'a ajouté que 2,3 milliards aux «acomptes» précédemment décidés. On savait également depuis le 22, que le gouvernement avait reculé sur le classement par zone devant la mobilisation qui s'en était suivie. Ce que l'on ne savait pas encore, c'était l'indemnité moyenne par UGB (Unité de Gros Bétail), par département.

Mais on comprend lorsqu'on regarde la carte, les raisons qui ont conduit le gouvernement à séparer le compte-rendu très général des mesures de Barre en

direction des paysans, des modalités précises de répartition.

Ainsi, par exemple, la Dordogne qui était sans doute le département qui a le plus manifesté sa colère contre le classement en zones 3 (50 F), les éleveurs ne toucheront pas en moyenne plus de 110 F par UGB. C'est le même sort pour une grande partie de ces départements du Sud-Ouest qui ont aux dernières cantonales vu l'opposition l'emporter : le Lot et Garonne (100 F), le Gers (120 F), le Lot (150 F)...

Par contre, après les mobilisations importantes qu'il y aurait pu avoir dans la Loire (où le préfet s'était fait «légèrement» bousculé), ou en Haute-Marne (où les paysans avaient décidé une grève de toutes charges et impôts), le gouvernement a, semble-t-il, reculé et augmenté la mise jusqu'à respectivement 250 (au lieu de 150 F) et 310 (au lieu de 50 F). Si on connaît les valeurs moyennes des indemnités par UGB, dans chaque département, on ne sait pas encore toutes les modalités qui conduiront à définir les sommes que recevront chaque agriculteur. Bonnet a simplement précisé que la distribution se fera sous la responsabilité du préfet, secondé par les organisations «officielles» du syndicalisme paysan (FNSEA, CNJA...). On imagine donc déjà les luttes que les paysans pauvres et paysans moyens vont devoir entre-

prendre pour faire entendre leurs droits...

Dans chaque département, les éleveurs ne recevront pas plus (et ce dans le meilleur des cas) que trente fois la valeur moyenne indiquée sur la carte. La bourgeoisie a

rie pauvre. Ses préoccupations la conduisent aujourd'hui à freiner l'effritement d'une paysannerie moyenne, nombreuse dans l'Est et l'Ouest de la France et dont le vote paraît décisif pour la majorité en 79.



Les chiffres indiqués en gras portent sur la valeur indicative moyenne par UGB (Unité de Gros Bétail).

Les astérisques indiquent les départements qui ne recevront rien d'autre qu'une éventuelle prise en charge des intérêts de certains prêts (pour les jeunes agriculteurs en particulier).

ainsi — tout en maintenant un plafond — conservé un mode d'indemnisation, par nombre de bête, qui pénalise fortement les petits paysans. Ceux-ci n'auront presque rien. Ainsi se confirme le choix qu'a fait la bourgeoisie depuis le développement de la crise de laisser s'accroître l'élimination de la paysanne-

Placement «vache» QUAND LES RENTIERS FORTUNES SPECULENT SUR L'ELIMINATION DES PETITS ELEVEURS

Par contre, le président de la FNSEA s'est dit «choqué» que dans son plan, Barre impose une taxe sur les chiffres d'affaires de ces gros paysans qui excèdent 80 millions d'anciens francs. «C'est dit-il, anti-économique et contraire aux principes du droit fiscal français» ! Alors quand M. Debatisse verse une lame sur les «meurtres du monde paysan», de quel monde paysan parle-t-il ? De ces quelques vingt mille gros agrariens qui seront touchés par cette mesure ? Ceux-là — qui au demeurant n'ont pas tous pâti de la sécheresse parce qu'ils avaient les moyens financiers et matériels d'y faire face — ont aussi le plus souvent profité des difficultés des plus petits, en vendant la paille à des prix d'usuriers. Ce sont également les propriétaires de ces grosses étables que les diminutions forcées de cheptel n'auront guère affectés et que se réservent de spéculer sur les cours de la viande.

Quand les rentiers fortunés et les professions libérales voulaient faire fructifier leurs économies, on leur conseillait d'acheter du «Pinay». «La Tribune médicale» incite aujourd'hui ses lecteurs à un type de placement plus original mais néanmoins alléchant : l'achat de vaches laitières ! Mais pas n'importe lesquelles, des Holstein de pure race importées du Canada. «L'investissement en cheptel laitier offre aux épargnants un capital indexé et une rentabilité substantielle, elle-même indexée» écrit la revue. La Holstein de pure race vaut 70 % plus cher que n'importe quelle vache européenne croisée et au prix d'une sélection sévère la production laitière peut être améliorée de 10 % d'une génération à l'autre. Mais la «Tribune

médicale» insiste surtout sur le fait que le placement «vache» à un avenir prometteur : «La moitié du cheptel laitier est constitué par des étables de moins de 15 vaches et dont l'exploitant a plus de 55 ans. Ces exploitations travaillent seuls. Personne ne prendra leur succession. Tous ceux qui cherchent à diversifier leur patrimoine devraient s'y intéresser». A l'heure où la bourgeoisie, profitant des difficultés occasionnées par la sécheresse, entend accroître la différence entre «agriculture industrielle et agriculture de subsistance (selon l'expression du ministre Bonnet), il se trouve des profiteurs déjà prêts à arrondir leurs rentes en spéculant sur la misère accrue des petits éleveurs... et sur leur élimination.

Les paysans de deux communes de l'Arriège refusent de payer l'impôt sur le revenu !

«N'ayant pas de revenu, nous ne pouvons plus payer les sommes dues à ce titre» disent les paysans de Villeneuve-de-Lalou et Sainte-Suzanne dans l'Arriège qui refusent de payer les impôts cette année. Pour s'associer à la lutte des paysans, les maires des deux communes ont décidé la grève administrative. «Nous n'avons plus que des vaches maigres. Le pouvoir pourra toujours se payer là-dessus», ajoutent les paysans arriégeois qui font remarquer que, bien que frapper eux-aussi par la sécheresse, ils ne toucheront aucune indemnité d'aucune sorte. En effet, l'Arriège déjà classée précédemment zone 4, n'aura pas d'enveloppe départementale.

BSN-Gervais Danone : M. Riboud profite de la sécheresse et... licencie les travailleurs

Le 31 mars prochain, les cent-vingt-deux ouvriers et ouvrières de l'usine BSN Gervais-Danone de Marseille sont menacés de licenciement. Le PDG Riboud en a fait l'annonce officielle à la mi-septembre. Dès le lendemain, les travailleurs ont manifesté de la plus vive manière leur refus du chômage promis en débrayant et en prenant à partie le directeur général venu de Paris. Quatre jours après, ils ont défilé en grand nombre lors de l'inauguration de la foire de Marseille. M. Riboud n'est pas en mal de profits : outre les largesses dont il a bénéficié de la part de l'Etat pour construire son usine, l'augmentation de la production de yaourts, desserts glacés et fromages frais lui aura rapporté en cet été caniculaire de substantiels dividendes. Que lui importe que plusieurs centaines de travailleurs soient jetés à la rue, M. Riboud a l'intention d'aller faire produire ses yaourts en Italie au printemps prochain. C'est sans compter avec la détermination des travailleurs de s'opposer à tout licenciement !

Inondations dans l'Hérault : 350 hectares de vignes sinistrés

De violents orages qui se sont abattus dans la nuit de jeudi à vendredi de la semaine dernière dans le midi viticole ont provoqué des crues rapides de l'Hérault et du Lez. Trente cent cinquante hectares de vignes ont été inondés et sont détruits à 80 %.

SICA-SAVA

LA SOLIDARITE OUVRIERS-PAYSANS A L'ŒUVRE CONTRE LE CHOMAGE

Communiqué de la section CFDT Sica Sava



Vente directe à la gare Montparnasse.

Les organisations de la Sica-Sava CGT-CFDT-CGC Syndicat de défense des éleveurs, UGICT, les organisations CGT et CFDT de la caisse nationale de Crédit Agricole et des filiales ont organisé une vente de volailles et produits élaborés de la Sica-Sava de Challans (Vendée) devant la gare Montparnasse et la caisse du Crédit Agricole du Bd Pasteur, pour faire connaître leur refus d'un plan de restructuration qui prévoit :

- Le licenciement de 400 salariés du groupe sur 680
- Le non maintien du prix garanti aux éleveurs et l'obligation de souscrire un nouveau capital social (le précédent de 6 millions de francs ayant été déjà perdu) insupportable pour la plupart d'entre eux.
- La désorganisation du marché au niveau de la production agricole dans tout l'Ouest. (L'agriculture de l'Ouest comptant 68 % du marché national)
- Les organisations sous-signées de la Sica-Sava mènent la lutte en commun pour l'aboutissement de leurs revendications, salariés et producteurs, le maintien des activités et du revenu de tous les producteurs, le versement aux producteurs des 4 millions de francs gelés lors du dépôt de bilan par le Crédit Agricole.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A Lyon

Manifestation pour l'embauche des maîtres auxiliaires

Appelés par le SNES, le SNI, le SNETP-CGT, le SNEP, le SGEN, de la place Guichard au rectorat, environ 500 à 1000 personnes ont défilé sous la pluie aux cris de «non à l'austérité, non au chômage des maîtres auxiliaires, un emploi pour tous les maîtres auxiliaires, 25 élèves par classe, non aux heures supplémentaires, ré-emploi des maîtres auxiliaires». Une délégation reçue par le rectorat a reçu les informations suivantes : 276 maîtres auxiliaires ne sont pas réemployés et ne le seront pas, 204 sont pris depuis la rentrée. Sur 55 postes demandés qui devaient être créés, 17 ont été pourvus, ce qui veut dire que

des classes n'ont pas de professeur et n'en auront pas.

C'est en particulier dans les matières non principales, c'est à dire dessin, gymnastique, travail manuel etc. Il faut dire que depuis la rentrée le rectorat est surveillé par plusieurs vigiles. On peut entrer sans montrer patte blanche, ce qui suscite chez les professeurs une réelle indignation. «Dans quel pays sommes nous ?». Les limites de la concertation sont vite vus car aujourd'hui le rectorat ne prend plus la peine de recevoir les délégations ponctuelles, et ne recevra que les délégations de délégués régionaux.

Nouvel incendie d'hôtel à Paris : deux morts

Un hôtel dans lequel vivaient de nombreux travailleurs immigrés vient d'être la proie des flammes en plein centre de Paris. Le feu a pris à 23 heures dans la cage d'escalier du 36 rue Blondel. Il a fallu attendre 23 h 30 pour que les pompiers puissent commencer à évacuer les locataires de l'immeuble en feu, en majorité des turcs et des yougoslaves. Deux locataires sont mortes asphyxiées, après avoir tenté de s'enfuir par la cage d'escalier. La multiplication des incendies d'hôtels à Paris est liée à l'absence d'issues de secours et de dispositifs de sécurité ainsi qu'à la vétusté des locaux.

Ces hôtels, où logent en général des travailleurs immigrés, sont situés dans des quartiers aux rues étroites et embouteillées, difficiles d'accès pour les pompiers. Dans la dernière période, un certain nombre d'incendies criminels ont eu lieu dans ces hôtels, incendies dus à des fascistes qui profitent de cette situation pour perpétrer leurs assassinats.

Aux entretiens de Bichat

40 % des médicaments prescrits et achetés sont jetés

Quarante pour cent des médicaments achetés sont jetés sans avoir été utilisés. Cette révélation qui n'est pas vraiment une surprise, sort des «Entretiens de Bichat». Différentes précisions ont été apportées par les participants à la table ronde. «Les malades prennent-ils les médicaments que nous leur prescrivons ?» Le docteur Dreiser a fourni à cette occasion des données chiffrées intéressantes. La non prise des médicaments peut varier de 80 % dans les affections aiguës à

50 % dans les maladies mentales. Le docteur Dreiser a noté que l'ordonnance est moins respectée si les médicaments ont été prescrits par un remplaçant, si le malade a attendu longtemps avant d'être reçu, si il a eu affaire à un médecin «bâcleur» parce que trop pressé, s'il doute de l'efficacité du traitement. Le docteur Pradal a précisé que le respect de l'ordonnance est inversement proportionnel à sa complexité.

Les leçons de cette table ronde sont doublement inté-

ressantes. D'abord parce qu'elles montrent que les travailleurs, loin de se soumettre à une médecine au rabais, n'acceptent pas d'échanger un examen médical complet et sérieux contre une longue ordonnance. Deuxièmement, que c'est l'organisation même de la médecine à la chaîne qui est responsable du gaspillage ; la médecine est donc à la fois mauvaise et chère, et ce au plus grand profit des laboratoires pharmaceutiques et des médecins ; enfin, il est significatif que la bourgeoisie mette aujourd'hui en valeur ce genre d'information, à l'heure où elle parle de «maîtriser les dépenses de santé». Une façon comme une autre de rendre les travailleurs responsables du «déficit» de la Sécurité Sociale, pour essayer de faire passer le plan d'austérité !

● **L'ARBITRAIRE PATRONAL ILLIMITÉ :** Un jeune ouvrier de dix-neuf ans de l'entreprise Chevillard à Angers vient d'être mis à pied par son patron parce que ce despote local estime qu'il a les cheveux trop longs. On se rappelle, il y a quelques années le suicide d'un jeune ouvrier qui avait été obligé par son

● LYON : QUATRE MILITANTS CORSES MAINTENUS EN PRISON !

La chambre d'accusation de Lyon a fait connaître hier après-midi sa décision en ce qui concerne le demande de mise en liberté provisoire des dix-sept détenus impliqués dans «l'affaire du Boeing». Seuls, six des dix-sept détenus ont vu leur demande de remise en liberté acceptée ! Cette mesure est proprement scandaleuse vu que les dossiers des inculpés sont vides ! Elle est en tout cas un signe de plus de la faiblesse d'un pouvoir qui ne veut pas avoir l'air de céder sur toute la ligne devant la mobilisation des Cor-ses. Exigeons la libération des militants cor-ses emprisonnés !

patron de se couper les cheveux. L'affaire d'Angers montre, s'il en était besoin, que l'arbitraire patronal est en France sans limites. Pas assez satisfait de voler le produit du travail de l'ouvrier, le patron voudrait aussi lui voler sa vie hors du travail, sa dignité et ses façons de vivre comme il l'entend.

CORSE :

L'EMBARRAS DU POUVOIR

Après avoir enterré ses deux bergers, la Corse attend et réfléchit. La balle est en effet désormais dans le camp du pouvoir. Et celui-ci ne sait pas trop qu'en faire. Les déclarations suivies avec une grande attention, se multiplient. Celle du maire de Corte, apparenté Républicain Indépendant, et ancien légionnaire, traduit l'embarras du pouvoir : «Ou les apaisements nécessaires nous seront donnés, ou alors il faudra que nous nous résignons à voir partir la Légion, ou tout au moins, le centre d'instruction. Mais ce serait pour moi une grande tristesse (1). Si on en arrivait là, il faudrait qu'on pense en haut lieu à remplacer cette unité par une autre».

Celle des élus de Haute Corse, François Jacob, Jean Philippe, et Zucarelli respectivement Conseiller général, Sénateur et maire de Bastia, tous radicaux de gauche, qui font savoir

qu'ils seront reçus le 5 octobre par Barre. Ce qu'ils lui diront, personne ne le sait. Car s'ils font partie du Comité de Vigilance par opportunisme électoral, ils ne sont pas

forcément d'accord avec la majorité de ce comité qui demande le départ de la Légion. Le général Foudraud suggère de remplacer les jeunes, plus enclins à la désertion, par les «vieux» de la Légion. Le colonel Mangin, lui, poursuit ses grossières provocations : «Il n'y a à l'heure actuelle plus aucun déserteur en liberté. Je pense que tous ont pu rejoindre leur pays d'origine. Si cela continue, je ne sais pas si je pourrai retenir les hommes !». Face à la Légion, les habitants du Cortenais restent calmes et déterminés. Des groupes d'autodéfense ont été constitués au Cap Corse pour interdire l'ac-

contre coup de la montée des aspirations cor-ses. Ses combines électorales avec les radicaux de gauche, et son silence sur les problèmes essentiels de l'île, ne font plus guère de dupes. A Bastia, le maire en titre, c'est Zucarelli, radical de gauche, le maire effectif, c'est Giudicelli, PCF. Pour le PCF, qui cherche à empêcher l'implantation du PS en Corse, il est en effet plus commode de travailler avec le MRG, c'est-à-dire «le clan».

Sur Bastia, à la suite du refus du PCF d'appeler à la grève lors du procès Simone, de nombreux jeunes ont quitté le PCF pour rejoindre les autonomistes. Même à l'usine JOB Bastos de Bastia, la plus grosse entreprise de Corse (250 personnes), la base traditionnelle des révisionnistes, de nombreux départs ont été enregistrés. Allant contre la décision du parti, la CGT de JOB avait même appelé à la grève le jour du procès. A l'EDF d'Ajaccio, où la direction PCF de la CGT avait refusé d'appeler, on a enregistré 70 % de grévistes ! Plusieurs militants ont quitté la CGT et une section CFDT a été montée. Cela a d'autant plus de valeur que de nombreux cadres de direction de l'EDF sont au PCF, que la CGT a droit de regard sur l'embauche et sur les examens de promotion intérieure ! Ces dures secousses associées aux contradictions violentes dans les cellules, ont obligé le PCF à ruser par tactique. Il a participé à la manifestation du 3 avril, il fait mine de prendre des positions en pointe contre la Légion. Mais il ne faut guère s'y tromper. Les paroles très dures de Marchais contre les autonomistes cet été, sa déclaration faite hier à la radio le confirment : «Je voudrais essayer de contribuer à détendre le climat en Corse en avançant des solutions...». Sa position de dissolution de la Légion, qui peut paraître juste en elle-même, montre avant tout sa volonté de voir disparaître un corps d'armée acquis par principe à la droite, et qui pourrait être tourné contre la «gauche» en cas de victoire électorale. Mais les Cor-ses ne se font guère d'illusions sur ces manœuvres.

LES MANOEUVRES DU PCF

Enfin, il y a le PCF qui, en appelant un grand meeting hier soir à Ajaccio, a essayé de rattraper un peu de son influence perdue. Tous les militants ont été mobilisés pour remplir le chapiteau d'Ajaccio. Une occasion pour Marchais de ressortir son fameux «plan d'urgence» demandant une assemblée régionale en Corse et une «véritable» (?) continuité territoriale. Le PCF a en effet durement ressenti le

Une image de la situation actuelle, c'est celle de ces groupes de femmes accompagnées par des hommes armés qui se préparent à aller à la récolte des châtaignes (on sera bientôt en octobre), le long des chemins de montagnes reculés et déserts...

Pierre PUJOL



Allemagne

LE BUT DE SCHMIDT :

"ETRE UN MODELE POUR L'EUROPE"

C'est dimanche prochain, que les élections parlementaires, d'Allemagne Fédérale, doivent décider de la composition politique du gouvernement pour les quatre années à venir.

Deux principaux partis bourgeois :

- la SD (SPD) et la DC (CDU-CSU) : s'y disputent le pouvoir : un troisième parti libéral (FDP) actuellement lié avec les sociaux-démocrates, y joue le rôle d'un parti charnière, dont l'appoint est indispensable à chacun des deux autres pour gouverner.

Avec ses quelques cent mille hommes équipés du matériel le plus moderne, l'armée ouest allemande est à l'heure actuelle la plus grande force conventionnelle de l'Europe de l'Ouest. Sur le plan économique, tout en souffrant aussi des difficultés d'ensemble rencontrées par les impérialismes occidentaux depuis trois ans, la RFA, utilisant un appareil de production plus moderne que celui de ses concurrents, est parvenue à maintenir l'excédent de ses importations sur ses exportations, à faire du Mark la seule monnaie d'un grand pays occidental qui soit restée forte à travers toutes les tempêtes sur les marchés des changes. Ces résultats économiques acquis par la bourgeoisie allemande n'ont été possibles que du fait de la collaboration de classes et de la répression qu'elle est parvenue à mettre en place.

Cette situation, jointe à la faiblesse économique et politique plus grande des autres pays, a permis à l'Allemagne de Bonn d'imposer de plus en plus ses vues à l'Europe. «Etre modèle pour l'Europe», tel est le but que s'assigne aujourd'hui ouvertement le chancelier social démocrate Schmidt. Dans la pratique, on l'a vu, dans toutes les réunions européennes récentes, faire le forcing pour que ses vues l'emportent. Bloquant sans vergogne toute décision, que ce soit sur la discussion agricole ou sur l'aide aux régions les plus déshéritées, l'impérialisme allemand signifie à ses concurrents européens que, l'Europe ne pouvant se faire qu'avec l'Allemagne, elle se fera nécessairement sous sa direction. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que la commission européenne, contrevenant à ses propres règlements, n'ait pas élevé la voix contre la constitution du «cartel de l'acier», qui regroupe sous direction allemande les trusts belges et luxembourgeois. Au total, le triple de la production française !

Déjà bien avancée sur le plan économique, cette domination allemande cherche à se transcrire au niveau des Etats : non

seulement le ministre de l'intérieur Maihoffer multiplie les pressions pour la coordination des polices européennes et la mise

et au mois de juillet, Schmidt annonçait qu'en cas de participation des révisionnistes italiens au gouvernement, l'Allemagne suspendrait son aide financière à ce pays.

Ce n'est pas sur leur politique européenne qu'au cours de la présente campagne électorale, SPD et CDU sont entrés en contradiction : de part et d'autre, on s'affirme au contraire en faveur de l'élection du parlement européen, instrument d'atteinte à la

La même unité se retrouve dans les rapports avec les Etats Unis. Au vice-président Rockefeller qui déclarait en mai : «Les relations entre Bonn et Washington sont meilleures que jamais», Schmidt faisait écho : «L'identité des valeurs politiques et sociales de l'Allemagne Fédérale et des Etats Unis». N'est-ce pas lui, au demeurant qui avant d'être chancelier, faisait de la collaboration avec les USA, la pierre de touche de la politique extérieure allemande !



La Bundeswehr en manœuvre avec l'OTAN. «La RFA et l'Europe ne peuvent connaître l'indépendance que dans l'alliance avec les USA» (Strauss).

en commun de leurs fichiers, mais ses agents se sont déjà livrés à des opérations, et à des arrestations, tant en France qu'en Hollande. C'est assez ouvertement que l'Allemagne de l'Ouest a soutenu l'entreprise de Mario Soares, d'élimination des révisionnistes du gouvernement et de remise en ordre bourgeoise du pays. A de multiples indices, on peut penser que les services de Bonn avaient participé à la tentative du coup d'Etat de Spínola, le 9 mars 75,

souveraineté nationale des pays membres de la Communauté. Le concurrent chrétien-démocrate de Schmidt, Helmut Kohl, déclarait même dans une récente interview «On me trouvera toujours lorsqu'il s'agira d'avancer vers un Etat fédéral européen, un Etat véritable doté de compétences dans tous les domaines».

Tant l'intérêt de la bourgeoisie allemande est clair sur cette question, il ne peut guère s'y développer de divergences.

Pareillement, dans son programme électoral, la CDU-CSU proclame : «La RFA et l'Europe libre ne peuvent connaître la sécurité et l'indépendance que dans l'alliance avec les Etats Unis».

Quelque soit le résultat de dimanche, une chose reste donc certaine, l'Allemagne de Bonn continuera à poser sa candidature, au leadership d'une Europe sous domination américaine.

en bref... en bref...

• IRAN

Le Chah assassine deux nouveaux militants. La police iranienne a assassiné en pleine rue de Téhéran deux personnes, un homme et une femme dans la nuit de mardi à mercredi, un troisième personne aurait été arrêtée.

• CUBA

L'Austérité annoncée par Castro : Le peuple cubain va subir un plan d'austérité de grande ampleur, a annoncé Castro, à cause du déficit dû à la baisse des cours du sucre. Voilà le

socialisme à la Castro. Il est incapable de garantir une véritable indépendance ; Cuba, 20 ans après est encore frappé de plein fouet par la dépendance liée au commerce colonial, à la monoculture du sucre. Les soviétiques utilisent les soldats castristes comme chair à canon et imposent, dans le cadre du partage des tâches au sein du COMECON le maintien de la monoculture à Cuba, comme les vieux empires coloniaux le faisaient avec les peuples d'Afrique.

• MÉDITERRANÉE :

Pour la seconde fois depuis le début de l'année, un sous-marin soviétique vient de franchir le détroit des Dardanelles pour se rendre dans la Méditerranée. Ce sous-marin serait équipé d'armes conventionnelles. Depuis le mois d'août, l'URSS a envoyé en Méditerranée un porte-avions équipé de missiles, et plusieurs destroyers. Au large du Liban, la flotte soviétique renforcée croise en concurrence avec la VI^e flotte américaine, sur laquelle elle veut prendre l'avantage.

ONU

GISCARD CONTRE LE TIERS-MONDE

Guingaud, le ministre des affaires étrangères a lancé une brutale attaque contre les pays du Tiers Monde au cours d'une conférence de presse tenue avant qu'il prenne la parole à l'ONU. L'idée de reporter unilatéralement les dettes «tueraient toute possibilité de crédit (aux pays du Tiers Monde qui le feraient) et cela reviendrait pour eux à se tuer». Ce véritable chantage prend toute sa signification quand les pays du Tiers Monde envisagent une action commune pour alléger leur dette à l'égard des pays impérialistes. Depuis la conférence de Nairobi, les Etats-Unis s'opposent à tout règlement global de la question de la dette. Giscard leur emboîte le pas en brandissant les mêmes menaces que Kissinger.

A la tribune de l'ONU, Guingaud a défendu cyniquement la politique française de livraisons de centrales à l'Afrique du Sud : «Une centrale nucléaire, c'est une usine qui sert à fabriquer de l'électricité, a-t-il déclaré, je ne vois pas pourquoi nous n'en vendrions pas à l'Afrique du Sud». Guingaud ne voit pas pourquoi il ne soutiendrait pas l'Etat de l'apartheid. Cette position est une véritable insulte aux pays africains et dans la droite ligne de la politique contre le Tiers Monde.

Et il ose ajouter : «La condamnation que le gouvernement français porte contre la discrimination raciale l'a conduit à rendre de plus en plus restreinte notre politique en matière de cession d'armes et finalement à interdire tout nouveau contrat». C'est du cynisme pur : L'Afrique du Sud n'a plus besoin d'acheter des armes en France quand les missiles, les avions, les navires sont construits directement sur place sous licence française dans les chaînes de production mises en place par les entreprises françaises. Cela permet à l'Afrique du Sud de s'armer autant qu'elle le veut et avec les armes des entreprises françaises qui lui cèdent licences et plans.

A l'assemblée générale de l'ONU, la France sera condamnée par le Tiers-Monde comme elle l'a été au sommet de Colombo pour sa politique en Afrique australe, qui en fait aujourd'hui encore le premier fournisseur d'armes de Vorster. L'alignement de Giscard de plus en plus net sur les positions des Etats Unis marqué par le chantage de Guingaud sur les dettes renforcera encore l'opposition du Tiers Monde au dernier pays impérialiste possédant encore des colonies, Djibouti et Mayotte seront notamment l'objet des dénonciations du Tiers Monde.

Angleterre : révolte d'une entreprise contre le contrôle technique

Les ouvriers de l'équipe de nuit de l'usine Ford à Dagenham ont riposté très violemment à l'intervention de la police dans l'usine dans la nuit de mardi à mercredi.

Les ouvriers refusaient d'accepter un nouveau contrôle technique dans l'équipe chargée de poser les portes des voitures. Toute l'équipe de nuit s'est mise en grève sur le tas. La police est intervenue pour faire évacuer l'usine. Des ouvriers ont fait des barricades pour défendre l'usine, jeter des boulons contre les flics.

Cette brutale révolte de toute une usine est une manifestation du refus de plus en plus massif dans la classe ouvrière britannique d'accepter la collaboration de classe imposée par le parti travailliste et les syndicats.

• Un emprunt de près de quatre milliards de dollars a été demandé par le gouvernement anglais auprès du Fonds Monétaire International, pour sortir la livre de ses difficultés. Pour la classe ouvrière, la chute de la livre et cet emprunt vont se traduire par une hausse des prix et des impôts indirects alors que les salaires sont bloqués alors que les salaires sont bloqués. Les difficultés rencontrées par le parti travailliste à imposer le nouveau «contrat social» qui coiffe le pro-

gramme d'austérité, au cours du Congrès des Trade-Unions Congress et du congrès du parti de Callaghan, s'en trouveront accrues.

• JAPON-URSS : Le premier ministre japonais annonçait que des négociations allaient s'ouvrir avec l'URSS pour la restitution du MIG 25. Le gouvernement japonais se dit prêt à restituer l'avion quand l'examen de toutes ses pièces sera terminé.

POUR LE 7 OCTOBRE

4 AFFICHES
À VOTRE
DISPOSITION

TOUS DANS LA BATAILLE POUR L'OFFENSIVE OUVRIERE

ATTENDRE 78 ?

Subir 18 mois de blocage des salaires de déferlement du chômage et de la répression...
Pour remplacer le tandem Giscard-Barre par le tandem Giscard-Mitterrand ?



**C'EST TOUS ENSEMBLE
QU'IL FAUT FRAPPER
TOUT DE SUITE !**

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
marxiste léniniste

le quotidien
du peuple

ATTENTION! PLAN GISCARD DE RECESSION!

1963 : Plan Giscard...
de stabilisation
LE NOMBRE DE CHÔMEURS
PASSE DE 100 000 A 450 000

1974 : Plan Giscard...
de refroidissement
RÉSULTAT : 1 100 000 CHÔMEURS

1976 : Plan Giscard-Barre
C'EST 2 000 000 DE CHÔMEURS
QU'ILS VEULENT



Le 29 : Symbole de victoire dans la lutte contre le chômage.

**NON AUX LICENCIEMENTS !
EMPLOI ET SALAIRE GARANTIS POUR TOUS !
A BAS LE PLAN BARRE! OFFENSIVE OUVRIERE !**

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste léniniste

le quotidien
du peuple

Camarades lecteurs,

Après deux années de crise, la plan d'attaque brutal de Giscard-Barre contre les travailleurs, le plan de chômage et de récession suscite l'inquiétude mais surtout la révolte et la volonté de riposte chez des millions de travailleurs.

Une lutte en profondeur se mène dans les usines, sur les lieux de travail, sur l'enjeu même de la journée du 7 octobre : sera-t-elle une simple démonstration canalisée par les directions syndicales, ne laissant comme perspective que de subir la crise et d'attendre les élections de 78, ou bien le point de départ d'une

riposte résolue d'ensemble pour mettre en échec, tout de suite, le plan et les menaces de Giscard-Barre ?

Notre Parti est engagé dans cette bataille pour l'offensive ouvrière. C'est une bataille qui concerne la masse des travailleurs et qui a besoin de toutes les forces vives.

Camarades lecteurs, servez-vous encore davantage du «Quotidien du Peuple» comme d'une arme, en en discutant autour de vous.

Nous vous proposons, dans les jours qui viennent, de participer aussi plus activement à la lutte pour

développer l'offensive ouvrière, en collant des affiches que vient d'éditer notre Parti :

Cette première série de quatre affiches, dénonçant la réalité de ce plan : chômage, répression, baisse du salaire, appelle à rejeter la voie de la soumission, les perspectives électorales de la gauche et à construire une riposte de classe, massive : c'est tous ensemble qu'il faut frapper tout de suite !

Camarades lecteurs,

Commandez ces affiches au journal. Que toutes les forces se jettent dans la bataille !

2,25 F le litre de super !

ÇA SUFFIT

**GISCARD - BARRE
ASSEZ POMPÉ !**

**NON A LA
HAUSSE DES PRIX**



Les rois du pétrole C'EST EUX

HALTE AUX MENACES DE GISCARD - BARRE



Barre à la télévision :
«Je ferai respecter l'ordre de la République»

LES GREVISTES TRAINES EN JUSTICE
LES DELEGUES SYNDICAUX LICENCIES PAR BEULLAC
LA MATRAQUE ET LE FUSIL CONTRE LES PAYSANS
LES CRS QUI ENVAHISSENT LES USINES OCCUPEES
C'EST CELA, L'ORDRE, POUR GISCARD-BARRE

A BAS LE PLAN BARRE! OFFENSIVE OUVRIERE !

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
marxiste léniniste

le quotidien
du peuple

A BAS LE PLAN BARRE! OFFENSIVE OUVRIERE !

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste léniniste

le quotidien
du peuple

REPORTAGE

VENDANGES DANS L'HÉRAULT

LES SAISONNIERS ESPAGNOLS

Reportage Robert RIVIÈRE

Les travailleurs, soumis à une féroce exploitation dans leurs pays d'origine, voient souvent l'émigration comme une planche de salut. Mais ils retrouvent en France des conditions analogues d'exploitation.

Les conditions de logement et de travail particulièrement pénibles et insalubres sont le fait de propriétaires aisés pour une très large part : un viticulteur ayant une grande superficie de vignobles, utilise une main d'œuvre nombreuse, mais accueillir convenablement 30 ou 50 vendangeurs grignoterait trop les bénéfices de ces messieurs (qui exercent parfois une profession libérale) ; ils profitent jusqu'à la dernière limite de la misère de travailleurs obligés de s'expatrier ; cette année encore, ils bénéficient de la vague de chômage qui n'épargne pas la région. Ils peuvent aussi avoir recours à la machine à vendanger déjà utilisée par 22 gros viticulteurs de l'Aude, du

Gard et de l'Hérault.

La machine à vendanger devient, entre les mains des capitalistes, une arme anti-revendicative ; témoin, ce régisseur d'un grand domaine : «Au moins, chaque année, on est sûr que les vendanges seront faites». Précisons que sur ce domaine, les conditions de travail étaient telles que seulement 12 vendangeurs sur 34 avaient accepté de revenir.

Les petits et moyens viticulteurs ne peuvent pas se payer le luxe d'investir 20 ou 30 millions dans une telle machine capable de remplacer plus de 30 vendangeurs, aussi sont-ils obligés d'accueillir leurs équipes dans des conditions plus favorables. Contrairement à ce que

l'on pourrait penser, les vendangeurs sont en général mieux accueillis chez les petits et moyens viticulteurs qui n'ont aucun intérêt à ce que leur équipe parte ailleurs à la veille des vendanges ou au milieu de la récolte.

Pour ces travailleurs espagnols saisonniers, il y a des difficultés à faire grève, pour deux raisons :

- Les vendanges permettent de rembourser une partie des dettes contractées en Espagne et de se nourrir.

- Mais surtout, l'étroite complicité de la police française avec la police franquiste, menace chacun d'eux d'une expulsion immédiate suivie de tracas de tout ordre en Espagne.

Mais, ces obstacles peuvent être surmontés. Rappelons-nous par exemple les luttes des vendangeurs immigrés dans le Vaucluse, en Avignon, et dans l'Hérault à Montpellier, en 1974.



LA JOURNÉE D'UNE FAMILLE DE VENDANGEURS

Dès six heures du matin, Pablo et Carmen réveillent toute la «colle» (l'équipe de vendangeurs) : leurs deux filles de 16 et 17 ans, leur fils et sa femme, et trois amis qui complètent le groupe de neuf vendangeurs comme c'était demandé dans la lettre que Pablo a reçue 15 jours avant d'un ami espagnol travaillant toute l'année dans ce domaine, près de Béziers. Trouver ces travailleurs à Grenade en Andalousie, n'est pas difficile, tous attendaient ça. Le réveil est dur après une première journée de travail ; il faut dire aussi qu'il n'était pas question de se reposer un jour pour récupérer après leur arrivée de nuit avant-hier à la gare de Montpellier. Le voyage par train spécial d'Andalousie à Montpellier s'est prolongé pendant plus de trente kilomètres à l'arrière du camion du viticulteur venu les récupérer à la gare à deux heures du matin.

Il est 7 h 30, le patron doit venir les chercher sur la place du village qu'ils ne connaissent pas. L'an dernier leur contrat de vendanges les a envoyés dans l'Aude, mais ce gros propriétaire ne les reverra plus car les conditions de logement qu'ils ont dû subir malgré leurs protestations étaient à peine conformes pour héberger du bétail ! Cette année, ils ont eu un peu plus de chance.

LES CANDIDATS AUX VENDANGES SONT NOMBREUX

Sur la place d'autres groupes de vendangeurs attendent, ils retrouvent

là des travailleurs de leur région ou des voisins de Cordoba, d'autres de Murcia, autant de villes ou de régions entières qui subissent une hémorragie de leur population pendant les vendanges. Cette année, ils ont eu la surprise de rencontrer de nombreux jeunes travailleurs et travailleuses de la région frappés par le chômage et en principe, prioritaires pour les vendanges. L'an dernier déjà plusieurs entreprises de construction avaient licencié leur personnel et déposé leur bilan, d'autres entreprises plus importantes avaient connu le même sort, comme la Solamea, à Pézenas. Les candidats aux vendanges sont nombreux, témoins ces trois travailleurs parisiens, deux travailleurs du livre (labeur) qui ont subi une perte de 550 F par mois après une réduction d'horaire de 47 à 40 heures par semaine dans leur imprimerie, et un restaurateur. Cette année leurs congés, ce seront les vendanges pendant deux ou trois semaines, mais pour les statistiques de la bourgeoisie ce seront trois joyeux gais lurons en vacances à la campagne, près de la côte, quelle chance !

UNE PÉRIODE TRÈS FATIGANTE

La discussion, les plaisanteries lancées de l'un à l'autre font momentanément oublier le mal aux reins pour les coupeurs penchés sur la vigne et la lourdeur croissante des bras pour les videurs de seaux. Si pour chaque viticulteur les vendanges sont une période particu-

lièrement fatigante de 20 à 30 jours sans repos hebdomadaire, l'effort soutenu par les vendangeurs, pour la grande majorité immigrés, se prolonge encore plus car nombreux sont ceux qui iront vendanger ailleurs ensuite. Ainsi Pablo et son équipe doivent tenir un rythme de travail calculé pour 20 ou 30 jours, mais en fait pendant près de 50 jours. Rares sont les propriétaires qui prennent ce fait en considération.

A chaque retour de la coopérative, le viticulteur leur annonce la quantité et le degré, par habitude, mais aussi pour leur faire comprendre que cette année la récolte sera «inférieure» à celle de l'an dernier. C'est un appel à la compréhension pour essayer de calmer d'éventuelles exigences. Pablo, comme chacun d'eux, l'a très bien compris. En France, pen-

dant chaque saison de vendanges, comme en Espagne pendant la cueillette des olives ou des oranges, les patrons ont toujours employé cette même tactique.

La journée finit à 17 heures 30 ; les conditions de retour sont les mêmes que ce matin, sur les planches dans la benne.

L'argent gagné permettra de manger normalement pendant les périodes de chômage en Espagne dans l'attente d'un contrat pour émigrer ou un travail journalier dans l'Andalousie.

Arrivé au village, il faut préparer à manger. Pas d'eau chaude, donc pas de douche, mais une toilette rapide à l'eau froide.

A table, tout le monde se retrouve pour discuter des conditions de travail, des différences avec les autres années ou avec la situation d'autres travail-

leurs du village avec lesquels ils ont discuté hier soir devant la porte. Ce soir certains viennent discuter de la situation, de leurs projets respectifs.

ILS REFUSENT QUE LEURS ENFANTS SUBISSENT LE MÊME SORT

On parle de la situation politique en Espagne, de la répression, avec les voisins, seulement en cercles très restreints, entre personnes «sûres». Chacun d'eux sait bien que la police franquiste paye et envoie un peu partout des indicateurs ; une critique d'opposition, une phrase de travers et comme par hasard on ne trouve plus de contrat de travail, alors c'est la misère pour la famille. Quand Pablo et des amis de sa génération pensent à toute leur vie, ballottée aux quatre coins de l'Espagne fasciste et de la France complice, ils refusent que leurs fils et leurs petits-fils subissent le même sort, les mêmes contraintes d'exploitation. Mais le fascisme n'est pas prêt à se laisser abattre sans riposter et aujourd'hui pour ceux qui veulent lutter, la situation n'a rien à envier aux années précédentes. Avec les lois en vigueur, un ouvrier qui demande une augmentation est accusé de «subversion politique». Autant d'idées exprimées brièvement mais partagées par une écrasante majorité. Les «terroristes» sont des milliers ce soir à remettre en cause leurs conditions de logement et de travail.

dans des centaines de villages viticoles, à vouloir savoir quels sont leurs droits, comment exiger certaines revendications. Parfois prêts à refuser de revenir au même endroit l'an prochain si les conditions ne s'améliorent pas. Si les policiers franquistes dispersent systématiquement tout groupe de trois interlocuteurs dans la rue (comme l'ont affirmé plusieurs vendangeurs espagnols), le semblant de démocratie existant encore en France ne permet pas encore à leurs dignes collègues de la police française d'agir de même, bien qu'elle emploie des méthodes moins visibles mais aussi «efficaces».

Un exemple est très souvent cité par les travailleurs espagnols de la région lorsqu'il est question de répression : profitant d'un car mis à la disposition de manifestants par la municipalité, un travailleur espagnol en avait profité pour aller chez le dentiste à Béziers, il n'y est jamais arrivé, il a été rapidement appréhendé par les CRS, matraqué et tabassé et aussitôt expulsé en Espagne sans que sa femme et ses enfants ne puissent le revoir avant plusieurs mois. Ce n'est là qu'un exemple de la complicité des polices française et franquiste.

Au cours de ces campagnes de vendanges et tout au long de nombreux contrats de travail, les travailleurs espagnols comme tous les immigrés portugais, algériens, marocains, tunisiens... etc., échangent leurs expériences de luttes avec la classe ouvrière française.

«EN ANDALOUSIE, PENDANT LES VENDANGES, IL NE RESTE QUE LES VIEILLARDS»

Témoignages recueillis auprès de vendangeurs espagnols d'Andalousie, dans un domaine de l'Hérault :

«Dans notre région, seule la cueillette des olives permet à toute la famille de travailler deux mois ou deux mois et demi en janvier et février. Après, nous venons en France, avec un contrat, à Bordeaux pour ramasser les fraises ou vers Carpentras et Cavaillon pour les asperges. Le contrat terminé, nous devons revenir en Espagne en attendant un nouveau contrat en France pour les pommes et les vendanges.

En attendant, en Andalousie, nous travaillons à la journée, aux champs ou comme manœuvre dans la construction ; les patrons viennent nous chercher à la maison ou sur la place du village. Les contrats de travail à l'étranger nous permettent de mieux supporter ces périodes d'inactivité sans ressources».

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

Avant les vacances, nous lançons une campagne d'abonnements exceptionnels, pour le premier anniversaire du Quotidien du Peuple.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple», et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le Quotidien du Peuple pour vivre, c'est sur eux aussi qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître.

C'est pourquoi la carte «d'abonné ami» donne aux abonnés la possibilité d'être associé plus facilement au

journal, en même temps qu'elle offre une série d'avantages. Nous avons proposé que le prix de l'abonnement puisse être versé soit intégralement à la commande, soit échelonné sur trois mois, afin que le maximum de travailleurs puissent recevoir chaque jour le Quotidien, s'en servir comme d'une arme. Déjà, de nombreux abonnés ont commencé à payer leur deuxième versement.

Pour que les abonnés reçoivent le journal le jour même, nous avons décidé de sortir, avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition mise en kiosque, une édition spéciale pour les abonnés, tirée plus tôt, et livrée aussitôt à la poste. C'est ce qui est fait désormais depuis le 23 septembre. D'ores et déjà, beaucoup de lecteurs de province éloignée se sont abonnés parce qu'ils avaient le journal

en temps voulu. Il s'agit donc de faire un premier bilan, pour supprimer les dernières insuffisances.

Cette campagne d'abonnements est importante, c'est pourquoi la parution quotidienne de la page telle qu'elle était ne saurait suffire.

Participez activement à cette campagne dans les colonnes du Quotidien, afin qu'il rende compte de la mobilisation de tous les lecteurs dans cette bataille. Abonnez-vous, continuez à abonner autour de vous, dans votre famille, dans votre atelier ou votre bureau. Mais participez aussi à cette bataille en joignant à votre formulaire d'abonnement un mot expliquant pourquoi vous vous abonnez, pourquoi tel camarade de travail se mobilise aussi pour abonner ses collègues.

parmi vos lettres...

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement au choix à :

- ☐ Front Rouge
- ☐ Rebelles
- ☐ Pékin Information
- ☐ La Chine en construction



Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES



- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'Ecole à Rouen.

Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.

«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.

«Jean Rome», 1, rue des Grands à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e

«Olympic», 10, rue Boyer

«Entrepôt», 7, rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRM, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Je vous envoie l'abonnement que j'ai fait auprès d'un copain. Souvent les gens hésitent à s'abonner parce qu'ils n'ont pas le temps de lire. C'est ce qu'il me disait. Pourtant, les quelques numéros du QdP que j'avais pu lui passer, l'avaient intéressé. C'est un animateur. Il travaille dans un foyer de jeunes travailleurs. Il ne veut pas «revenir dans le système», il a de nombreuses discussions avec les gars du foyer. C'est sur cette base et en lui montrant l'intérêt de la formule que je l'ai convaincu de s'abonner.

L.C.

Camarades,

Vous trouverez ci-joint le second versement de 100 F pour mon abonnement, effectué sur mandat-lettre.

Abonnement dont je suis très satisfait. C'est véritablement un plaisir que de découvrir chaque jour un nouveau numéro du Quotidien. La qualité et l'honnêteté du journal envers ses lecteurs, ne sont plus à démontrer. Véritablement il s'améliore de jour en jour.

Le rétablissement du programme télé est une bonne chose ainsi que la nouvelle présentation de l'avant dernière page. Mais ce qui m'intéresse le plus, ce sont les écrits sur Mao Tsé-toung, ses ouvrages, la Chine rouge.

Je n'ai trouvé aucun autre journal expliquant aussi clairement l'évolution de la lutte des classes en Chine, sa progression vers le communisme, le rôle primordial des masses. De même, il donne le véritable état d'esprit des masses ouvrières françaises.

J'aimerais que le Quotidien donne davantage d'explications sur l'Albanie : qui «dirige» le pays, les différences ville/campagne, ouvriers/pay-sans, ses rapports avec le Tiers Monde et les super-puissances.

Camarades, continuez dans cette voie qui est la bonne.

Salutations
M.G. (St-Malo)

Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRM»

NOM (en capitales) :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Abonnement normal 300 F ☐

Abonnement de soutien 500 F ☐

Abonnement de soutien F ☐

Mode de Versement :

- En une fois ☐

- En trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLANDÉditions Buchet Chastel
12^e épisode

Le Bressan but un coup de gnôle. Son visage redevenait rose. Il ébaucha un sourire.

« Tu es le plus costaud de tous, dit Cordélia. — Oui », dit-il.

Les mains en haut du guidon, il courut quelques enjambées pour prendre de l'élan. Il a les jambes étonnamment courtes. Il s'arrêta avant d'avoir sauté en selle. Il courut encore trois enjambées, plus lentes, et s'arrêta de nouveau. Le maillot blanc, mal ajusté, le faisait paraître étrangement déshabillé. Il secoua plusieurs fois la tête, bouche ouverte. Il prit profondément souffle et resta un moment strictement immobile. Puis il secoua de nouveau la tête, saisit le vélo et le jeta violemment contre le talus. Il fit quelques pas en titubant, et s'écroula sur le talus, près du vélo.

Cordélia descendit et lui tendit la gnôle. Il but avidement et se retourna, le ventre contre le talus. Cordélia attendit un moment, puis essaya de le soulever par l'épaule. Il retomba sur place.

« Qu'est-ce qu'il a? demanda Cordélia.

— Laisse-le dormir.

— Il est peut-être malade?

— Monte, crieai-je. Nous ne rattraperons jamais Busard. Il est en train de descendre à soixante-dix à l'heure sur Le Clusot. »

Elle remonta dans la voiture. Je claquai la portière.

Juste avant d'atteindre le col, la route décrit une courbe dans les prairies. Du haut du demi-cercle, on le voit tout entier au-dessous de soi. Cordélia se pencha à la portière.

« Il est reparti », dit-elle.

Je ralentis et jetai un coup d'œil. Quelque chose de blanc zigzagait sur la route, quinze cents mètres derrière et au-dessous de nous.

« Il a du cœur? dit Cordélia.

— Comme un bœuf de labour. »

Je fonçai dans la descente, mais nous ne retrouvâmes le maillot rouge de Busard qu'au bout de la ligne droite, entre le dernier des treize lacets et l'entrée du Clusot. Il allait grand train, sur le plus grand braquet.

Vingt kilomètres sans difficultés jusqu'à l'entrée de Bionnas, les dix kilomètres de la petite boucle, quarante-cinq minutes si tout allait bien, et ce serait la ligne d'arrivée, sur le stade. Nous fûmes tous trois saisis par l'excitation de la victoire maintenant toute proche de notre jeune ami.

Aux abords du Clusot, la foule était nombreuse sur les deux côtés de la route. On applaudissait Busard, parce qu'il était le premier, puis on cherchait sur le journal local à quel nom correspondait son numéro.

Le pavé commença avec les premières maisons. Busard serra sur la droite pour suivre une bande goudronnée qui recouvrait les rails d'un ancien chemin de fer d'intérêt local.

Un gosse s'avança pour voir arriver le coureur. Une femme se précipita pour le tirer en arrière. Busard arrivait sur eux à quarante-cinq à l'heure.

Il fit un écart pour les éviter. Les roues glissèrent sur le pavé mouillé, en bordure du goudron. Le vélo se coucha. Busard passa par-dessus le guidon et plongea sur le pavé, les bras en avant.

Je stoppai à quelques mètres.

« Chronomètre, dis-je à Cordélia. Ne descends surtout pas... »

Marie-Jeanne et moi nous nous précipitâmes vers Busard. Il s'était déjà relevé. La cuisse gauche saignait abondamment. Le nez saignait aussi.

Busard se passa la main sur les lèvres et regarda le sang sur le dos de la main.

« Ce n'est rien », dit-il.

Je tournai les yeux vers Cordélia.

« Quarante secondes », dit-elle.

Je nettoyai la cuisse avec un mouchoir. L'entaille était profonde. Il faudrait des points de suture.

Santé

FAUT-IL SE FAIRE VACCINER
CONTRE LA GRIPPE ?

Le traitement de la grippe, comme celui de toutes les maladies virales est resté jusqu'ici assez décevant : les antibiotiques n'agissent pas sur les virus et sont donc inutiles sauf en cas de complication : otite, angine, bronchite surinfectées.

Aux entretiens de Bichat, est discutée actuellement l'action d'un nouveau médicament : l'interféron qui ferait obstacle au développement du virus dans l'organisme.

Les seuls traitements connus pour ces maladies telles la grippe sont palliatifs : repos au lit pour éviter les complications, boissons abondantes, médicaments contre la fièvre ou les douleurs. Un adulte grippé voit la fièvre diminuer au bout de trois ou quatre jours, arrêt de travail nécessaire.

LES VACCINS ANTI GRIPPE

Contre cette maladie, les chercheurs mettent au point des vaccins de plus en plus purifiés pour essayer de la juguler chez les personnes âgées ou les malades « exposés ».

Dans certaines professions notamment l'administration, les hôpitaux, les patrons proposent « gracieusement » cette vaccination ou tentent même de l'imposer pour « prévenir l'absentéisme d'hiver dû à la grippe ». Cette année, vu la politique d'économies « visibles » lancée par le plan Barre, le bénéfice ainsi gagné sera sûrement prisé.

Dans tous les cas, on n'en est rien tenu d'accepter systématiquement ce vac-

cin : il ne fait pas partie des vaccins obligatoires.

LE VACCIN CONTRE
LA GRIPPE EST-IL
EFFICACE ?

Préparé avec au moins six mois d'avance sur l'épidémie, il est loin d'être efficace dans tous les cas : fabriqué en juin-juillet, il est injecté en octobre pour protéger d'une grippe qui surviendra dans l'hiver.

— Un vaccin en progrès

Depuis 73, à l'initiative de l'organisation mondiale de la santé, les foyers de grippe sont détectés et recensés dès les premiers cas, du premier octobre au 31 mars, un peu partout dans le monde. Dans chaque foyer, le virus en cause est analysé, « typé », comparé aux autres virus connus. La progression des épidémies d'un pays ou d'un continent à l'autre peut être prévue.

Le vaccin mis au point cette année pour l'hiver 76-77 est ainsi composé de souche Victoria 75 (date d'apparition de l'épidémie) et Hong-kong 73. Les souches ont été choisies parce qu'elles sont les plus souvent retrouvées en Europe comme en extrême orient aux cours des analyses faites au printemps dernier. La souche Victoria protégera de plus contre le développement de 2 virus eux aussi retrouvés : Tokyo et England car ils sont très peu différents de Victoria.

COMMENT EST FABRIQUÉ
LE VACCIN ANTI GRIPPE ?

Les virus contre lesquels

on veut nous protéger sont inoculés dans du liquide d'œuf de poule en cours d'incubation, puis récoltés sur le liquide ou blanc d'œuf. Le liquide est ensuite centrifugé, filtré, purifié et concentré pour qu'il ne reste à la fin des opérations que le virus pur qui est alors dilué et refiltré, prêt à l'emploi.

La purification (pour séparer le virus des cellules d'œufs) est réalisée par l'emploi de formol dont la concentration finale restante est tout de même de 1 sur 50 000.

LES CONTRINDICATIONS
DU VACCIN ANTI GRIPPE

Théoriquement purifié, « à l'extrême » selon les publicités, ce vaccin ne doit pas entraîner d'allergie aux œufs. Il est cependant déconseillé dans de tels cas de risquer une vaccination qui entraînerait plus de gêne qu'une grippe aléatoire.

Le vaccin cette année ne contient pas non plus d'antibiotiques, il n'entraînera pas d'allergies du ce type comme ceux des années précédentes.

Il reste qu'en principe tous les malades ou personnes allergiques doivent éviter ce vaccin comme tout vaccin à moins d'un test préalable de sensibilisation.

Lorsqu'on a la grippe, un rhume, ou n'importe quelle maladie en cours d'évolution, il faut retarder l'injection de vaccin jusqu'à la guérison.

LE VACCIN EST-IL
NÉCESSAIRE POUR
TOUS ?

Ce vaccin protège tout de même contre les gripes graves qui nous menacent pour l'hiver à venir. Si l'on a dans la famille, un parent âgé, ou un adulte fréquemment fatigué par une maladie cardiaque, pulmonaire (bronchite, emphysème) il vaut mieux lui conseiller de se faire vacciner, ceci pour lui éviter ces types de grippe en premier lieu.

QUEL VACCIN
DOIT ON EMPLOYER ?

Il existe 2 types de vaccins qui sont tous deux alignés sur les prévisions de l'OMS quant à leur composition. Leur prix élevé varie de 24,95 F pour le Vaxigrip (Mérieux) à 27,60 F pour le Mutagrip (Pasteur).

Ce vaccin vendu librement en pharmacie, pour le plus grand profit des labos n'est pas remboursé par la Sécurité Sociale. Cela fait un peu cher de la vaccination si l'on ajoute le ticket modérateur de la consultation médicale. Car le médecin fera payer son injection bien sûr. C'est cher donner à Mérieux pour une vaccination dont l'efficacité reste à prouver : le vaccin 75-76 n'avait pas prémuni contre l'épidémie de souche Victoria qui a fait des ravages, il a cependant beaucoup rapporté à Mérieux.

Docteur QDP

Programme télé

Vendredi 1^{er} Octobre

TF 1

13 h 00 - JOURNAL
18 h 05 - A la bonne heure « SOS marché »
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 05 - « Anne, jour après jour », feuilleton (7^e épisode)
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte...
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Au théâtre ce soir, « Cash-Cash », comédie
22 h 35

22 h 35 - Concert : concerto n° 5 en ré majeur K 218 de Mozart
23 h 05 - JOURNAL

A2

13 h 35 - La télévision régionale
14 h 05 - Aujourd'hui Madame
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 45 - Flash JOURNAL
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 45 - Chacun chez soi
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - « La poupée sanglante », feuilleton (3^e épisode)
21 h 30 - Apostrophes, émissions de B. Pivot : Destins d'hommes
22 h 40 - JOURNAL
22 h 45 - Ciné-club, « Une femme est une femme » de Jean-Luc Godard (1960)

FR3

18 h 15 - Télévision régionale
18 h 45 - Le loup, dessin animé
18 h 50 - Des livres pour nous
19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 30 - Vendredi, magazine d'information et de réflexion « Ailleurs : le complexe allemand »
21 h 30 - Méditerranée
22 h 20 - JOURNAL
22 h 25 - Actualités régionales

LIBAN LES PLUS VIOLENTS BOMBARDEMENTS DEPUIS LE DEBUT DU CONFLIT

SUITE DE LA P. 1

Si Assad veut faire vite, c'est qu'il veut empêcher, par le massacre des combattants, par l'occupation militaire, la guérilla de s'organiser. Il veut gagner la guerre en imposant le terrain où il est fort, celui de la blitzkrieg, de la guerre conventionnelle. La résistance populaire, palestinienne et libanaise, veut lui imposer la guerre où elle est forte : la guerre prolongée, la guerre de guérilla où l'avantage matériel perd son efficacité. La résistance acharnée aux chars d'assaut syriens se combine avec un repli de certaines unités populaires qui engagent dès à présent la guerre de guérilla. En juin l'agression syrienne avait été mise en échec par la résistance acharnée de Saïda, Tripoli, Sofar, qui avaient fait éclater la faiblesse de l'armée syrienne, où les soldats se battent à contre-cœur dans une guerre qui n'est pas la leur.

Aujourd'hui, Assad a

renforcé numériquement et matériellement ses troupes, mais il n'a pu leur donner la détermination. Ce n'est pas en quelques heures que se mesurera le succès syrien, c'est au cours des semaines à venir que se manifesterait son échec, face à une détermination encore renforcée à la suite de la bataille de Tell El Zaatar.

GUERRE DANS TOUT LE LIBAN : TOUS LES PEUPLES ARABES CONCERNÉS

L'attaque dans la montagne par l'armée syrienne est le prélude à une offensive généralisée dans tout le Liban. Le régime syrien veut soumettre la résistance palestinienne, imposer son protectorat au Liban. A Jezzine, les combats ont gagné en ampleur, le blocus de Tripoli s'est accentué, les bombardements sur Beyrouth ont pris une nouvelle ampleur en même temps que les Syriens attaquaient dans la montagne. Sur tous les points des fronts du Liban, la guerre fait rage. La bataille du Liban est entrée dans une phase

décisive, qui ne durera pas quelques heures mais plusieurs semaines. Les forces soutenues par les superpuissances qui veulent imposer une paix dans la région par la reconnaissance de l'Etat d'Israël affronteront les peuples qui veulent conquérir l'indépendance et la paix en éliminant l'Etat d'Israël, pistolet constamment braqué contre tous les pays et peuples de la région.

Les peuples arabes soutiennent les peuples palestiniens et libanais. Ce qui contraint un certain nombre de pays arabes à réclamer auprès de la Syrie «que soient évitées les conséquences d'une tragédie que l'histoire ne saurait pardonner et que la nation arabe ne saurait oublier». La crainte des peuples arabes, de leur réaction, pousse également Sadate à demander la réunion d'un sommet arabe dans les 48 heures pour sauver le Liban et la Résistance Palestinienne. Cette agitation qui donne l'illusion que ces régimes font quelque chose, sert surtout à démobiliser les peuples arabes. Ces régimes demandent de s'en-

remettre à eux, qui ont laissé les mains libres à la Syrie jusqu'au 20 octobre, repoussant à cette date un sommet arabe.

LES PHALANGES VEULENT SOUMETTRE SARKIS

Au cours d'une rencontre au premier jour de l'offensive syrienne, Gemayel a rencontré Sarkis, le président du Liban et lui a demandé «de renoncer à la poursuite de son mandat s'il n'a pas de force militaire à sa disposition». En d'autres termes, Gemayel a demandé à Sarkis de se soumettre à la tutelle des phalanges et de Chamoun et de faire strictement leur politique, notamment en renonçant aux contacts avec le mouvement national. Sinon ils l'élimineront. La nouvelle offensive syrienne sert directement les fascistes alliés à Israël dans le Sud pour s'emparer de tout le Liban.



POURQUOI LA BATAILLE DE LA MONTAGNE ?

La bataille qui a commencé dans la montagne, fait de cette région le point le plus chaud. Mais c'est la guerre dans tous le Liban. A Beyrouth, les forces patriotiques et palestiniennes font face aux forces phalangistes. Dans le nord, Tripoli résiste héroïquement contre l'encerclement des troupes syriennes et fascistes depuis le mois d'août, tandis que les Syriens contrôlent étroitement tous les navires qui en viennent et qui s'y redent.

Avec des liaisons difficiles avec l'extérieur, sans électri-

cité, ni téléphone, souvent avec presque rien pour manger, la population de Tripoli met en échec l'invasion syrienne et l'agression fasciste. Au sud, l'Etat d'Israël installe certaines de ses troupes dans les villages tenus par les phalanges, organise des unités fascistes avec des phalangistes venus de Jounieh et entrainés dans le Sinaï.

La flotte sioniste arraisonne les navires qui viennent de Saïda ou de Tyr, détourne des navires vers Haïfa, elle même tenté de couler le

bateau de Joumblatt il y a trois jours. L'Etat sioniste monte ainsi une opération qui complète le dispositif syrien.

Si la plus grande bataille se déroule actuellement dans la montagne sur l'ensemble de ces fronts que les forces palestiniennes et patriotiques libanaises, les peuples libanais et palestiniens résistent à la formidable coalition réunie contre elle pour les écraser. C'est sur l'ensemble de ces fronts que les forces populaires repoussent les agresseurs.

LE PARTI RÉVISIONNISTE ISRAËLIEN :

RENDRE LE SIONISME ACCEPTABLE

Dans une interview à l'«Humanité», un dirigeant du parti révisionniste israélien définit la position de ce parti dans la situation au Proche Orient. «Nous lutons contre la discrimination à l'égard de la population arabe d'Israël... qui fait des arabes des citoyens israéliens de seconde zone affirme-t-il, ce qui est la négation de l'identité palestinienne pour les palestiniens vivant dans les territoires occupés depuis 1947, en Galilée notamment, une tentative pour nier que l'existence même d'Israël repose sur le vol des terres, l'élimination physique des Palestiniens. Le parti révisionniste israélien réduit les droits du peuple palestinien aux seuls territoires occupés depuis 1967, la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Sur cette base le parti révisionniste israélien demande l'application des résolutions prises par le Conseil de Sécurité de l'ONU, allant jusqu'à affirmer que «l'OLP est d'accord pour résoudre le conflit sur la base de ces résolutions» qui réclament explicitement le droit à l'existence de l'Etat

d'Israël. Cette contre vérité flagrante (jamais l'OLP n'a reconnu une quelconque légitimité à l'occupation de la Palestine), sert à justifier une sorte de sionisme «de gauche» qui complète l'activité du gouvernement israélien pour imposer Israël. Selon cette logique, «lutter contre l'annexion... est un devoir patriotique et national. En soutenant la lutte des populations arabes (non du peuple palestinien) nous voulons démontrer qu'il existe des possibilités d'entente entre Israël et ses voisins arabes». C'est le visage souriant du sionisme qui veut rendre acceptable l'existence d'Israël tandis que le gouvernement israélien l'impose par l'agression et l'annexion.

LE PROLONGEMENT DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE

«Nous apprécions les initiatives de l'URSS poursuit le sioniste de gauche. Il est urgent d'ouvrir la conférence de Genève... Nous soutenons la formation d'un Etat Palestinien» qui se limiterait

à Gaza et la Cisjordanie. «Cela est possible si les droits de tous les peuples de la région sont pris en considération», c'est-à-dire si l'existence d'un peuple israélien est reconnue et que le peuple palestinien renonce du même coup à ses droits nationaux sur toute la Palestine. Cette politique cohérente des sionistes de gauche est le prolongement en Israël même de la politique soviétique au Moyen Orient. Même s'ils n'ont qu'une influence limitée parmi les sionistes, les révisionnistes israéliens viennent légitimer les pressions de l'URSS pour que le peuple palestinien reconnaisse l'existence d'Israël dans les frontières de 1947.

La publication de cette interview dans l'«Humanité» sans commentaires vient en même temps nous éclairer sur la nature des positions au Moyen Orient du parti de Marchais quand il prétend soutenir le peuple palestinien : un soutien à la politique soviétique au Moyen Orient, un soutien à l'existence de l'Etat d'Israël.

G. CARRAT

NAMIBIE : NUJOMA EXIGE LE BOYCOTT DE L'AFRIQUE DU SUD

Le président de l'organisation du Peuple du Sud Ouest africain a rencontré Kissinger mercredi à New York, où il venait participer aux travaux de l'ONU qui doit examiner à la fin de la semaine la question de la Namibie, dont la SWAPO est le seul représentant légitime. La rencontre avec Kissinger était destinée à lui signifier que la seule solution pour la Namibie était le retrait complet et immédiat de l'Afrique du Sud qui occupe ce pays depuis la guerre. Il a exigé de Kissinger que les Etats Unis participent aux sanc-

tions économiques contre l'Afrique du Sud. De son côté, Kissinger essaie d'imposer une solution négociée avec l'Afrique du Sud, dont il a discuté avec Vorster au cours de son voyage en Afrique et qu'il a proposée au président de l'assemblée générale de l'ONU et au secrétaire général de l'ONU. Les démarches de Kissinger ont à la fois pour but d'empêcher le peuple de Namibie d'être totalement indépendant de l'Afrique du Sud, et de donner une légalité internationale au régime d'apartheid en obligeant l'ONU à discuter avec lui.

RHODESIE : CONFERENCE DANS 15 JOURS ?

Par ailleurs on apprenait que la Grande Bretagne prévoit de réunir une conférence constitutionnelle pour la Rhodesie dans un délai de quinze jours conformément aux exigences des pays africains et des mouvements de libération, «n'importe où en Afrique Australe en lieu acceptable par les différentes parties».